

Le catalogue MR pour vendre Michel I^{er}

■ Voici la propagande envoyée aux mandataires MR contre les slogans hostiles.

Elements de réponse et de langage face aux attaques et slogans hostiles." C'est ainsi qu'est intitulé l'argumentaire distribué récemment par le MR à ses mandataires exécutifs, locaux compris. Le document, que "La Libre" a pu consulter, compile toutes les justifications à la politique du gouvernement Michel. Un bel exemple de document stratégique interne, dont voici le contenu.

1 En matière de **compétitivité-économie-fiscalité**, le MR invite ses membres à défendre l'idée d'un saut d'index, qu'il qualifiait pourtant d'imbuvable pendant la campagne électorale. Ce saut est désormais "nécessaire pour rétablir la compétitivité des entreprises et maîtriser le handicap salarial de la Belgique par rapport aux pays qui l'entourent". Il "permettra de rétablir la compétitivité de nos entreprises", prédit le MR, qui insiste également sur le caractère unique de la mesure et sur les corrections sociales qui lui sont apportées (127 millions d'euros venant préserver "les revenus et les allocations les plus faibles ainsi que les petites pensions"). La direction du MR ajoute que ce saut d'index permet de "donner de l'air aux institutions publiques (Régions, Communautés, communes, etc.) qui ont du mal à joindre les deux bouts". Le saut d'index permettra ainsi "d'éviter des coupes sombres dans les budgets de l'enseignement promises par le gouvernement PS-CDH en Fédération Wallonie-Bruxelles". Les libéraux doivent également défendre la hausse des accises sur le diesel, une mesure budgétaire de nature à pénaliser les particuliers et les entreprises mais dont l'objectif est "avant tout environnemental" puisqu'il encourage "un comporte-

ment plus vert des [futurs] automobilistes".

A ceux qui soulèvent que la grande réforme fiscale "sur laquelle le MR a axé la majeure partie de sa campagne" est absente de l'accord de gouvernement, les représentants du parti doivent rassurer et répondre que le gouvernement travaillera en "deux temps". Il procédera d'abord à une baisse des charges de 33 à 25% au bénéfice des entreprises afin de "relancer la croissance". "Dans la seconde moitié de la législature, grâce aux marges budgétaires qui auront ainsi pu être dégagées", il sera alors temps d'engager cette fameuse réforme.

2 **Social.** "Un gouvernement qui oblige les chômeurs à prêter pour la collectivité"? Cette mesure n'est pas punitive mais sociale, argumente le MR, qui rappelle que ces deux demi-journées de travail d'intérêt général pour les chômeurs ne sont pas obligatoires. Il s'agit d'une "réorientation vers le marché de l'emploi". Qui plus est, les chômeurs de longue durée qui franchiront ce pas "bénéficieront d'un gel de la dégressivité" des allocations décidée sous le gouvernement précédent. Quant à l'accusation d'absence de concertation sociale, le MR réplique que la formule figure à 117 reprises dans l'accord de gouvernement.

3 **Pensions.** Très critiqué, le relèvement de l'âge légal de la pension (66 ans en 2025 et 67 en 2030) est présenté comme une réforme en douceur qui "ne signifie pas que tout le monde sera contraint de travailler jusqu'à 67 ans". "L'objectif est avant tout d'allonger l'âge effectif de départ à la retraite et de retarder la sortie du marché du travail", note-

t-on, avant de lire que seuls 10% des travailleurs poursuivent aujourd'hui leur carrière jusqu'à 65 ans. Mais "cette proportion n'augmentera sans doute pas avec le relèvement de l'âge légal". Etonnant.

4 **Santé.** Le MR défend la maîtrise de la croissance du budget santé avant de démonter l'idée selon laquelle le patient payera plus à l'avenir. L'harmonisation des tickets modérateurs ne concernant que des consultations "peu courantes".

5 **Culture.** "On remet en cause nos choix budgétaires et on titre "la culture au pain sec, la Monnaie asphyxiée par la suédoise", indique le MR avant d'accuser le socialiste Philippe Mettens (patron de la recherche scientifique) de confondre délibérément culture et politique scientifique afin de "faire croire que la suédoise s'en prend à la culture et aux artistes". Ce n'est pas la culture en général, surtout gérée par les Communautés, mais les institutions culturelles fédérales qui sont visées par les coupes budgétaires. "Ce n'est pas le MR qui est en charge de ce secteur sinistré depuis plus de dix ans, c'est le PS", ajoute le document. Les efforts budgétaires demandés ont pour

objectif le retour à l'équilibre dans l'intérêt de ces institutions, assure le MR. Les socialistes accusent le MR de vouloir communautariser la culture? Rien de plus faux, répliquent les libéraux, qui entendent maintenir les investissements dans les institutions culturelles fédérales. Le MR avance en outre la rénovation du Conservatoire royal de musique et l'élaboration d'un véritable statut d'artiste, ce que "les socialistes n'ont jamais réussi à obtenir" des Flamands.

Mathieu Colleyn

"Ce n'est pas le MR qui est en charge du secteur sinistré de la culture depuis plus de dix ans, mais le PS."

ARGUMENTAIRE MR